

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 3233

24 – DORDOGNE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BERGERAC

Jugement d'ouverture

Date : 10 juin 2026.

Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.

447 534 405 RCS Bergerac.

INFORMATIQUECOM.

Forme : Société par actions simplifiée.

Activité : vente, assemblage, réparation de matériels informatiques, fournitures de logiciels, vente matériels bureaux, téléphonique, jeux électroniques, vidéo, produits Audiovisuels, vente produit vidéo, mobiliers de bureaux, composants électroniques et électriques. Dépôt vente matériel informatique et bureautique. conception, réalisation de solutions internet, Intranet, Extranet, de solutions E-commerce. salle de jeux pc et consoles, point d'accès internet. hot line (assistance informatique) réalisation de prestations informatique. hébergement de solutions internet. conception, réalisation de Cd rom multimédia conception, réalisation d'images de synthèses en 3d. conception, réalisation de logiciels spécifiques et Progiciels. conseil en Système d'information vente à distance, vente par correspondance..

Adresse : Avenue de Madrazes, 24200 Sarlat-la-Canéda.

Complément de jugement : Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2025, désignant liquidateur Selarl Lga 37 Rue Pozzi 24100 Bergerac. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. Nature de la procédure d'insolvabilité : Principale. Délai pour former recours : 10 jours. Juridiction compétente pour le recours prévu à l'article L 691-C du code de commerce : Cour d'Appel de Bordeaux.